

# TRIBUNE

## socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

N°16 Septembre - Octobre 1980  
Pages 9 à 13

A peine le splendide été polonais s'achève-t-il, que la situation intérieure prend un tour inquiétant. C'est, d'un côté, Lech Walesa, qui, au lendemain de la réunion des représentants des syndicats indépendants, manifeste son inquiétude face à la volonté du pouvoir d'entraver l'application des accords et d'en annuler petit à petit les acquis. C'est, de l'autre, la Pravda qui insiste lourdement sur la nécessité de rétablir la toute puissante autorité du parti, qui dénonce les ingérences étrangères anti-socialistes. En même temps retentissent aux frontières des bruits de bottes soviétiques...

## De Yalta à Gdansk

### ① L'ÉCROULEMENT DU MODÈLE

**L**A crise polonaise s'est caractérisée par un véritable effacement de ce qui constitue le modèle soviétique appliqué à la Pologne par l'Armée rouge en 1945.

C'est d'abord la débâcle économique. Après la chute de Gomulka en 1970, le nouveau groupe dirigeant —avec Gierek— semblait décidé à mener une politique capable d'établir un certain équilibre économique. La position extérieure du pays était saine et on pouvait utiliser des crédits occidentaux pour faciliter des réformes.

En fait la bureaucratie politique s'est lancée dans un ambitieux plan d'industrialisation lourde tout en espérant assurer un développement de l'agriculture et de la consommation. Finalement, ces projets ont failli : le régime n'a réalisé aucune réforme économique, il a maintenu le système de pla-



S.Kania, le nouvel homme fort polonais - Photo Elie Kagan

nification fortement centralisé, les investissements dans l'industrie lourde (aciéries) sont de plus en plus difficiles et longs à amortir du fait de l'augmentation « imprévue » du coût de l'énergie et des techniques importées, ce qui grève lourdement la balance des paiements. Dans l'agriculture, la volonté de renforcer la collectivisation étatique a provoqué le désastre, a accru la dépendance extérieure et le déficit alors que la petite paysannerie individuelle constitue l'ossature de la production agricole.

Bref, à la mi-80, la dette vis-à-vis de l'Ouest était d'environ 20 milliards de dollars, dont 8 à payer à la fin de l'année. Cette dette représente le tiers de la dette d'ensemble du COMECON, U.R.S.S. incluse.

La dépendance vis-à-vis de l'Ouest s'ajoutant à celle qui existe vis-à-vis de l'U.R.S.S., montre le

degré accru d'intégration de l'économie polonaise au marché capitaliste mondial. Pour rembourser ses dettes, la Pologne actuelle paraît obligée de compter essentiellement sur l'intensification de la productivité du travail et l'adoption de normes de production occidentales pour renforcer les capacités d'exportation du pays. Quelles réponses les syndicats autogérés pourront-ils apporter à cette situation de contrainte extérieure ?

### le monolithisme en question

Toujours est-il que cette faillite économique provient — et c'est admis même dans certains secteurs du P.O.U.P.— d'une trop grande centralisation des décisions économiques et politiques liée à l'absence d'un système de contrôle et de contrepoids susceptible de remplacer les mécanismes du marché dans le système capitaliste. L'absence d'une représentation indépendante des travailleurs empêche le régime de disposer de « clignotants » permettant de mesurer le degré d'adhésion obtenu pour une politique économique déterminée. Le refus par le régime de tout débat, de toute critique publique en furent les signes les plus ressentis.

Ce qui est en cause c'est la nature du système politique, de l'État-parti totalitaire, monolithique, qui ne permet pas l'expression autonome des différents groupes sociaux se refusant à toute dialectique sociale et politique ouverte. La société polonaise continue à être niée comme sujet politique actif, elle reste objet d'une politique

décidée sans elle — donc contre elle — et, pour l'essentiel, à l'extérieur du pays. Le régime est vécu comme *étranger* à la population. La révolte de la Pologne est celle d'un pays qui ne peut sortir de la crise profonde où il se trouve depuis 30 ans sans transformations radicales. Elle est ainsi l'expression spécifique d'une crise générale du bloc soviétique marquée par l'incapacité des régimes locaux de mener une décentralisation économique, laquelle nécessite, pour être menée à bien, l'appui de forces jusque-là exclues du système politique et, en premier lieu, de la classe ouvrière. Le cas tchécoslovaque a montré les risques d'une telle politique pour le maintien du système en place.

### l'ouvrier de base

**Ce qui se passe en Pologne vient prouver que la perspective qui s'ouvre pour l'ensemble des pays de l'Est n'est pas un processus de réformes graduelles, mais une tension toujours plus algüe entre la classe dirigeante et les travailleurs dans un contexte d'aggravation des contradictions économiques inhérentes au système lui-même.** C'est en cela que la crise polonaise constitue le symptôme le plus grave et le plus révélateur de la crise du modèle soviétique dans son ensemble. C'est à partir de cette donnée d'ensemble que l'on peut apprécier aussi la nouveauté radicale du mouvement ouvrier polonais. En 1968, en Tchécoslovaquie, le mouvement de contestation et la volonté de rénovation du système sont venus de l'intérieur

de l'appareil du parti. On pensait qu'il était possible de déstaliniser, de démocratiser les organes de pouvoir issus du modèle soviétique. A cet espoir, à cette naïveté, on sait comment les Soviétiques ont répondu.

Avec l'été polonais, ce n'est plus un nouveau Dubcek, homme d'appareil, qui apparaît comme porteur de « **l'espoir au présent** », c'est Lech Walesa, l'ouvrier de base, non sorti de la production, non membre du parti. Et lui n'espère plus transformer le pouvoir « d'en face », il exige un contre-pouvoir totalement indépendant, contrôlé et autogéré par les travailleurs capables à tout le moins de garantir les acquis, y compris économiques, des travailleurs. Au bout de trente ans d'expérience les travailleurs polonais ont tiré le bilan du « socialisme (non) réalisé » : le parti-État qui se dit représentant de la classe ouvrière non seulement ne la représente pas, non seulement ne la défend pas, mais ne peut même pas être modifié de l'intérieur. Terrible bilan, terrible constat dont on n'a pas fini de tirer toutes les conséquences, à l'Est et à l'Ouest...

C'est de ce point de vue que ce qui se passe en Pologne — en dernière analyse, la remise en cause du monolithisme — constitue malgré la remarquable prudence des ouvriers un extraordinaire facteur de déstabilisation des équilibres de l'ensemble du système soviétique. Mais en même temps, l'U.R.S.S. peut difficilement contrer totalement le mouvement.

**Bernard RAVENEL •**

## ② LE PRIX D'UNE INTERVENTION MILITAIRE

**L**E contexte international doit être pris en compte pour mieux comprendre le rapport « coûts-résultats » qu'entraînerait une intervention armée de l'U.R.S.S.

D'abord l'histoire garde toute

sa pesanteur dans la réalité polonaise. La Pologne, pour les Russes, c'est le pays des insurrections... anti-russes, écrasées certes, mais à quel prix !

Mais la Pologne de 1980 ce n'est pas la Tchécoslovaquie de 1968.

Il ne semble pas qu'il existe dans le parti polonais une fraction qui oserait faire un appel public à « l'aide fraternelle » des Soviétiques. « L'internationalisme prolétarien » version Brejnev ne fait plus guère recette. C'est aussi que la popu-



lation polonaise — 33 millions d'habitants — est foncièrement anti-russe, décidée à se battre. Ce qui fait la force et la cohésion du peuple polonais aujourd'hui, c'est l'unité populaire réalisée autour et sous l'hégémonie de la classe ouvrière où la volonté d'émancipation sociale se relie avec la volonté d'émancipation nationale dans laquelle entre un sentiment religieux profond.

D'autre part, il faut tenir compte du contexte européen et de l'attitude soviétique à son égard.

La politique extérieure soviétique est marquée par la volonté de réaliser en Europe une « certaine » détente politico-militaire pour lui permettre de réaliser ailleurs, en Afrique, en Asie, une politique de pénétration. C'est en Europe en effet, zone cruciale de la confrontation Est-Ouest que, depuis Yalta, se réalise la gestion bi-polaire du monde. Cette détente a trouvé son couronnement formel dans les accords d'Helsinki en 1975.

### le statu quo garant de la détente

Or, le bilan de cette détente est contradictoire pour l'U.R.S.S. elle-même.

D'abord, le présupposé de la détente réside dans la capacité des deux centres du pouvoir mondial de maintenir le contrôle sur leur zone d'influence respective en Europe. La détente ne signifie pas, dans l'esprit de ses initiateurs, libéralisation et possibilité accrue pour les pays d'Europe, de l'Ouest et de l'Est, de conquérir une autonomie plus grande. Bien au contraire, la détente semble remise en cause quand un pays d'un des blocs semble vouloir se détacher de la sphère d'influence dans laquelle l'histoire l'a placé. La détente doit être aussi affirmation et confirmation du statu quo territorial et politique.

Mais en même temps, dans les années 70, la détente s'est traduite par un développement considérable des échanges économiques et technologiques entre l'Est et l'Ouest. L'U.R.S.S. espérait bien en profiter pour rattraper son retard. Si bien que dans les années 70 s'est créée une rela-



Lesch Walessa et sa femme

tion nouvelle d'interdépendance entre l'Est et l'Ouest qui a, à son tour, modifié la nature des rapports entre les blocs en Europe, dans la mesure où la notion de sécurité militaire réciproque n'est plus la seule à entrer en ligne de compte. Et cette situation s'est accompagnée d'un renforcement du rôle autonome de différents pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est par rapport à leur pays-guide respectif. A la crise de leadership de chacune des deux grandes puissances a correspondu un renforcement de la capacité d'intervention des puissances moyennes dans les affaires internationales. Le refus de la R.F.A. à l'Ouest et de la Pologne à l'Est de jouer complètement le jeu des États-Unis d'un côté et de l'U.R.S.S. de l'autre a été un élément qui a permis de limiter la remontée — artificielle — de la tension politico-militaire en Europe, consécutive à la relance de la politique des blocs par les États-Unis et l'U.R.S.S. Il est clair que si les événements polonais s'étaient produits dans un climat de tension européenne les « espaces de liberté », les marges de manœuvre des travailleurs polonais

en auraient été nettement réduits. Si l'U.R.S.S. a eu des difficultés à intervenir c'est aussi parce que l'ordre issu de Yalta est en train de se défaire.

### défi et réalisme

Ainsi se retrouve posé le problème de la remise en cause de la politique des blocs comme obstacle à une paix durable, à l'autodétermination, à l'autogestion. Les travailleurs polonais ont eu une claire conscience de cette nécessité et de cette difficulté. Ils n'ont pas exigé une modification radicale des rapports avec l'U.R.S.S. Ils n'en ont pas moins posé avec détermination et responsabilité le problème de la compatibilité entre changements structuraux internes et appartenance à un bloc dont la force est supposée résider dans son homogénéité politique.

Défi immense mais aussi réalisme politique: forts de leur unité — populaire et nationale — les travailleurs polonais ont montré que la construction d'une société nouvelle, qui ne peut être que socialiste et autogestionnaire, nécessite leur contrôle, de bas en haut, des

choix économiques du pouvoir. Cela suppose la liberté, y compris pour affronter les contraintes extérieures, et par conséquent par rapport à l'U.R.S.S. Et, pour résister aux diktats du Kremlin, la seule dissuasion qui compte c'est l'unité populaire autour d'un projet mobilisateur, telle que la Yougoslavie de Tito a pu la réaliser contre Staline.

### le roi est nu

Par ailleurs, il faut noter que la lutte des travailleurs polonais est favorisée par le fait qu'une répression militaire de l'U.R.S.S., outre qu'elle liquiderait les perspectives d'échanges économiques et technologiques avec l'Europe de l'Ouest, provoquerait en Europe une accélération de la course aux armements insoutenable pour l'U.R.S.S. qui souhaite négocier. L'engagement militaire en Afghanistan, en Érythrée, sans oublier les efforts en Méditerranée orientale coûtent très cher. Tout engagement supplémentaire risque de l'amener à utiliser des ressources indispensables pour son équilibre intérieur déjà précaire. La force

militaire soviétique et son effort d'expansion extérieure ne doivent pas masquer la crise d'hégémonie du système. L'Afghanistan a mis en évidence le cynisme de la politique extérieure soviétique. Avec la Pologne est apparu de manière claire aux yeux des travailleurs du monde que « le roi est nu », qu'il n'y a pas de socialisme ni de liberté dans les pays de l'Est. Un coup dont on se relève difficilement.

Aujourd'hui les travailleurs polonais ont démontré la nécessité et la possibilité de réconcilier socialisme et liberté. Du même coup, la justification idéologique du partage de Yalta — le monde libre contre le système totalitaire et inversement le camp du socialisme contre le camp de l'impérialisme — risque de s'effondrer. Coup dur pour les classes dirigeantes des deux côtés. Les travailleurs de Gdansk sont décidément les alliés naturels de la lutte des travailleurs de l'Europe occidentale pour leur libération sociale. « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » c'est moins « moderne » qu'« Adieux au prolétariat » mais c'est plus actuel.



Les chantiers Lénine à Gdansk pendant l'occupation - Photo Elie Kagan

C'était le libellé de la grande banderole à l'entrée des chantiers de Gdansk.

La Pologne n'a pas fini d'apporter sa contribution au renouvellement de la stratégie pour le socialisme, pour l'autogestion, pour un nouvel internationalisme. Wotyła est certes polonais mais Rosa Luxembourg aussi...

**Bernard RAVENEL**

# LA REVANCHE POLONAISE

*Aleksander Smolar, représentant du K.O.R. en France, explique pour T.S. les causes de l'été polonais - Propos recueillis par Jeanne BRUNCHWIG*

**Tribune socialiste :** Pourriez-vous nous expliquer ce qui fait le caractère particulier de la situation en Pologne, ce qui a rendu possible un mouvement qui n'existe dans aucun autre des pays qui se réclament du socialisme ?

**Aleksander SMOLAR :** Il faudrait parler non seulement de la situation actuelle, mais aussi du passé, des 130 ans de partage de la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. Il faudrait rappeler les révoltes que la Pologne

a connues au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ces événements ont des origines de natures différentes : les unes immédiates, conjoncturelles, et les autres structurelles. Il y a la nature même du système qui n'a jamais été accepté par les Polonais. En Bulgarie, en Tchécoslovaquie, le pouvoir imposé après la guerre par l'U.R.S.S. a été favorablement accueilli par une partie de la population. En Tchécoslovaquie, aux élections de 1946, il y a eu 36 % de votes communistes. Mais les Polonais, libérés de l'oc-

cupation allemande, ont eu, dès ce moment, le sentiment qu'ils étaient soumis à une autre occupation, ce qui s'explique par la profondeur du sentiment anti-russe né du passé; jamais ce pouvoir n'a été accepté, sauf pendant une période très brève, en 1956, à l'époque où Gomulka n'était pas considéré comme un communiste, mais vraiment, comme le sauveur de la Nation face au danger soviétique, qui apparaissait alors comme particulièrement dramatique — c'était le moment de l'invasion de la Hon-

grie.

Puis il y a l'effet quotidien de l'incapacité de ce système à fonctionner, système néfaste pour la classe ouvrière comme pour la Nation toute entière. L'arbitraire d'une planification bureaucratifiée et inefficace gaspille toute l'énergie sociale. Quant aux sources immédiates, il y a bien entendu la situation économique — très grave — provoquée non seulement par le gaspillage, mais aussi par la politique économique tout à fait démente de Gierek.

Mais, surtout à l'origine de ce mouvement, il y a des facteurs plus profonds. D'abord l'expérience des ouvriers ; il faut se souvenir que ce n'est pas le premier mouvement ouvrier en Pologne, que la Pologne est le seul pays du bloc qui en ait connus plusieurs de grande envergure. En juin 56, nous avons eu la révolte de Poznan ; en 70, la révolte et le massacre des ouvriers de Gdansk, dont tout le monde se souvient ; puis l'expérience du mouvement ouvrier en 76, qui n'a pas connu une issue aussi tragique que les précédents, mais au cours duquel il y a eu des milliers d'ouvriers licenciés, battus, torturés, condamnés jusqu'à dix ans de prison. Mais, chaque fois, si le prix a été très élevé, il reste que politiquement les ouvriers ont gagné, et le pouvoir a cédé. Après 1956 Ochab a été remplacé par Gomulka. En 70, c'était au tour de Gomulka d'être remplacé par Gierek. En 76 comme en 70, le pouvoir a été obligé de reculer et de ramener les prix alimentaires à leur niveau précédent. Aussi est-on aujourd'hui en présence d'une classe ouvrière mûrie, qui ne descend plus dans la rue, connaissant les dangers que présenteraient une provocation ou un affrontement, mais qui, par contre, sait s'organiser dans les entreprises pour exiger la satisfaction de revendications fondamentales. Au cours des crises précédentes, les ouvriers n'avaient pas formulé la revendication de syndicats indépendants ; ils se battaient pour des objectifs économiques, réclamant une élévation du niveau de vie ou le rétablissement des prix antérieurs. C'est vraiment la première fois qu'ils expriment des revendications essentielles. Un autre élément qui est très lié à

cette maturation de la classe ouvrière au cours de ces dernières années, c'est le développement de l'opposition intellectuelle, liée de plus en plus organiquement au mouvement ouvrier. Depuis 56 elle s'est développée de manière ininterrompue, d'abord à l'intérieur du Parti, où l'on cherchait disait-on à réformer le système de l'intérieur, puis, de plus en plus, en dehors du système.

Ceci aboutit en 76 à la création du KOR, aujourd'hui « Comité de défense sociale ». C'est grâce à lui qu'en 76, grâce au fait qu'il était devenu un mouvement de grande ampleur rassemblant des dizaines de milliers de gens, les ouvriers ont pu être libérés, jusques et y compris ceux qui avaient été condamnés à dix ans de prison.

C'est à partir de cette solidarité active, politique, juridique et matérielle que commence à se développer tout un réseau de mouvements oppositionnels, dont le comité pour la création d'un syndicat libre, à Gdansk. Ce n'est pas par hasard que l'on retrouve parmi les syndicalistes les plus connus ceux qui sont passés par cette extraordinaire école, à la fois politique et syndicale qu'a été ce comité : Lech Walesa, Madame Valenty Novitch, un autre membre du comité de grève à Gdansk, Liesz, tous étaient membres de ce comité. On retrouve aussi à Katowicz un homme très actif, qui a créé le syndicat libre dans cette ville : c'est Kasimir Switon. Dans plusieurs comités de grève qui ont fondé des syndicats libres, on rencontre des militants ouvriers qui ont été formés par la revue « Robotnik », publiée par le KOR.

La création de celle-ci a peut être été la plus importante des initiatives du KOR en milieu ouvrier. « Robotnik », qui est rédigé par des militants ouvriers, a été tirée jusqu'à 20 000 exemplaires et plus. L'impact de cette publication, et d'autres également publiées en « Samizdat », a été capital.

Il y a eu également des comités de défense des paysans, des comités de défense des croyants, des comités de solidarité étudiants ; dans tous les milieux ont surgi des initiatives directement liées à l'opposition. Tous ont préparé le

terrain au mouvement de ces deux derniers mois. L'importance de la presse est aussi considérable : il y a plusieurs dizaines de revues publiées par l'opposition en Pologne : des revues littéraires, où les meilleurs écrivains polonais écrivent aujourd'hui, des publications politiques trimestrielles d'un niveau très élevé, telle « Kritika », de tendance socialiste publiée par Adam Michnik et Jacek Kuron, ou « Respublika » de tendance plutôt libérale et conservatrice, ainsi que des revues qui s'adressent aux paysans, aux étudiants, etc.

L'opposition a joué un rôle décisif dans la formation des travailleurs ; le KOR a marqué de son empreinte aussi bien les mots d'ordre des ouvriers que leurs revendications, ou même leurs formes d'organisation. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que dans l'ultimatum, lancé par Lech Walesa à la veille de la signature des accords, figurant l'exigence de la libération immédiate des membres du KOR. Enfin, aujourd'hui, des membres éminents du KOR servent de conseillers aux comités syndicaux, tels Jacek Kuron à Gdansk et Jan Lipinski, rédacteur en chef de « Robotnik », à Varsovie. A ces facteurs s'en ajoutent d'autres. La Pologne, depuis 56, n'est pas tout à fait une société totalitaire telle qu'on se l'imagine d'ordinaire, une société où l'État se substitue à la société. L'existence de l'Église, dont le rôle choque bien souvent nos interlocuteurs occidentaux joue un rôle considérable ; c'est le seul pays du glacieux où l'église catholique est aussi forte. Il faut comprendre que dans ce pays, où il n'existe pas d'organisations sociales libres, où il faut une autorisation du comité du Parti pour fonder une association de pêcheurs à la ligne, c'était la seule organisation sociale indépendante qui existât. Il est donc normal que même des gens loin d'elle y aient cherché refuge. Ce n'est pas un hasard si les grèves de la faim de ces dernières années ont eu lieu dans les églises ; la plus retentissante ayant été, ce printemps, celle qui a eu pour cadre l'église de Lechna Poskova et qui était dirigée contre les persécutions non seulement en Pologne, mais aussi dans les autres pays. Dans cette petite



localité l'on a pu alors rencontrer aussi bien les catholiques que les hommes de la gauche laïque, tels que Jacek Kuron, tous chaleureusement accueillis par le prêtre local et par toute la population.

Un autre facteur de pluralisation de la société a été, dès 56, l'arrêt de la collectivisation. L'étendue des terres socialisées reste très faible ; c'est ainsi tout un groupe social qui est resté économiquement indépendant.

La culture politique que j'évoquais au début, cette tradition de révolte spécifiquement polonaise avec, bien sûr, son caractère libéral a joué contre le pouvoir. Si bien que le modèle de changement polonais est tout à fait différent de celui que cherchait la Hongrie en 56 ou la Tchécoslovaquie en 68, qui visait la démocratisation. En Pologne, le Parti sclérosé, de type stalinien, reste faible; de plus le système se libéralise. La logique du pouvoir est la même qu'ailleurs, mais elle ne domine plus que sur un terrain de plus en plus limité.

**T.S. : En ce qui concerne la période à venir, le KOR maintient-il les positions qui ont été les siennes jusqu'ici, et qui ont été formulées par Jacek Kuron et par vous-même, c'est-à-dire une certaine liberté de manoeuvre à l'intérieur du système, à la base, qui ne toucherait pas aux organes du pouvoir officiel ?**

**A.S. :** C'est pour nous la seule position possible. Il me semble que l'on peut faire beaucoup de choses à l'intérieur même du système. Bien sûr, il n'est pas question de compter sur la bonne volonté du pouvoir, mais sur les actions menées dans la société elle-même.

Il semble aujourd'hui, paradoxalement, que le pouvoir soit trop faible; dans un moment où il faut procéder à des réformes dramatiques, il n'a aucune autorité. Tous les changements et réformes exigent des sacrifices de la part de la société, de plus la situation économique difficile en exige de son

côté. Ainsi, nous nous trouvons devant une énorme contradiction entre la volonté et les nécessités du moment.

Il faut bien voir que ce qui se passe en Pologne n'est pas du tout terminé. Non seulement parce que les syndicats ne sont pas encore institutionnalisés, mais surtout parce que tous ces mouvements sociaux indépendants qui se créent partout, et qui dépassent de beaucoup l'opposition telle que nous la connaissons, devront d'une façon ou d'une autre prendre en charge l'avenir de la Pologne. Ce qu'il faut, et c'est d'une dramatique difficulté, c'est laisser en place les structures existantes et en même temps les remplacer, sans pour autant imposer au pouvoir un type de changement radical, trouver une formulation qui rende cela possible. Mais, si la situation est très difficile, elle n'est pas le moins du monde désespérée. Tout le monde est au contraire plein d'espoir.

**T.S. ; N'y a-t-il pas dans le parti une aile libérale sur laquelle il soit possible de s'appuyer ?**

**A.S. :** Non! le phénomène Dubcek en Tchécoslovaquie, celui de la Pologne en 1956 sont tout autre chose. Ce sont les premières crises de ces sociétés; je veux dire qu'il y a eu partout une fraction du Parti, composée de gens qui ont rallié ses rangs par idéalisme, avec en tête un certain modèle de société ; ils voulaient adapter la pratique à l'image qu'ils s'en faisaient. Cet utopisme n'existe plus dans le Parti. Ceci ne signifie pas que l'on ne pourra pas y trouver une fraction de gens raisonnables, pas du tout idéologiquement motivés, mais qui, pour des raisons d'ordre pragmatique, chercheraient à améliorer la situation. La situation à l'intérieur du Parti est pourtant telle que j'attache, quant à moi, beaucoup plus d'importance à ce se passe en dehors. Il faut simplement espérer que peu à peu y apparaîtront des gens qui comprendront que pour survivre il leur faudra trouver un

langage commun avec ce mouvement qui est l'émanation authentique de la volonté populaire. La situation crée les hommes. Mais jusqu'ici l'on ne voit pas de signes annonciateurs de leur apparition.

**T.S. : Êtes-vous alarmé par les informations parvenues ces derniers jours sur un raidissement de l'Union soviétique ?**

**A.S. :** Non. les Russes ont compris qu'il n'est pas facile de rétablir un ordre de type soviétique. Ils ont espéré qu'avec le remplacement de Gierek par Kania on pourrait comme d'habitude calmer les esprits. A présent, ils voient que c'est impossible. Alors, ils menacent d'un côté le pouvoir polonais: « Vous avez peu de temps ou bien vous serez remplacés par d'autres » et de l'autre, ils s'adressent à la société toute entière: « Attention n'allez pas trop loin, nous sommes là ». Ils s'adressent aussi aux Occidentaux « Ne bougez pas ». Mais je ne crois pas qu'une intervention soit à craindre pour le moment.

**T.S. : Qu'attend le mouvement polonais du mouvement ouvrier international ?**

**A.S. :** D'abord que la solidarité se manifeste non en paroles, mais en faisant circuler les informations sur ce qui se passe.

Nous demandons un effort de compréhension des spécificités de la Pologne, en particulier du rôle des catholiques et de l'Église en général. Nous demandons ensuite une aide pratique, matérielle. Ce n'est pas le gouvernement qui va aider les syndicats. Nous demandons des machines pour imprimer afin de pouvoir tout de suite, tant que le pouvoir est en position de faiblesse, créer des imprimeries syndicales.

En ce qui concerne les partis de gauche, et non plus les syndicats, il est essentiel pour nous qu'ils reconnaissent l'authenticité de mouvements politiques comme le KOR. Ce sont eux les vrais représentants de la Pologne.